



Communiqué de presse

Journée mondiale de l'environnement (5 juin) : les médecins libéraux se mobilisent pour informer et alerter la population sur les enjeux de santé environnementale, et notamment le cadmium

En perspective de la Journée mondiale de l'environnement qui se tiendra le 5 juin, les Unions Régionales des Médecins Libéraux souhaitent présenter les travaux menés depuis de longs mois par un groupe de travail dédié à la santé environnementale, et focalisé notamment cette année sur la thématique du cadmium, véritable fléau de santé publique.

Le cadmium, métal lourd cancérigène, est omniprésent dans notre environnement et peut entraîner des risques pour la santé. L'Homme y est principalement exposé via l'alimentation, notamment les produits de base comme les céréales, pommes de terre, pâtes, pain et produits de panification.

Cette contamination de l'alimentation est liée aux engrais importés en France, venant d'une région du monde où la présence de cadmium est trop importante pour les objectifs sanitaires. Les sols accumulent le cadmium qui ne peut en sortir que par les plantes. Il pénètre alors facilement dans les végétaux par leurs racines et entre ainsi dans la chaîne alimentaire. Ayant une durée de vie très longue (10-20 ans), le cadmium s'accumule dans le foie et les reins, et sa présence dans l'organisme augmente avec l'âge.

Chez les adultes français, l'imprégnation moyenne au cadmium mesurée a quasiment doublé entre l'étude ESTEBAN (2014-2016) et ENNS (2006-2007) (0.57 contre 0.29 µg/g de créatinine). Elle est 3 fois supérieure à celle des adultes américains et plus de 2 fois à celle des adultes italiens.

Chez les enfants, la dose moyenne de l'étude ESTEBAN dépasse la valeur moyenne des adultes de ENNS et la comparaison avec les pays similaires est très défavorable : 4 fois supérieure à celle des enfants américains ou allemands par exemple.

Face à ces données chiffrées, et à la suite de différentes mises en lumière médiatiques intervenues depuis le début de l'année 2025, les URPS Médecins Libéraux souhaitent agir, via deux axes :

- **Informers les Français en mettant en place une campagne digitale et des documents d'information dans les cabinets libéraux** pour informer sur l'existence de la contamination et les sources possibles de celles-ci (par exemple : les facteurs favorisant la contamination, comme la carence martiale susceptible de toucher près de 25% des femmes ménopausées...) Les médecins libéraux souhaitent ainsi cibler les personnes les plus à risque pour mettre en place des stratégies de dépistage des pathologies ;

- **Saisir le Gouvernement via un courrier dédié pour demander un alignement le plus rapide possible sur les recommandations de l'ANSES sur la charge en cadmium maximale des engrais phosphatés. L'ANSES** précise que cette valeur permettra la stabilisation de la contamination seulement après plusieurs décennies.

« Dans un contexte d'urgence sanitaire parfaitement documentée scientifiquement, il est de notre devoir d'interpeller la puissance publique pour actionner les leviers nécessaires afin de protéger les citoyens, sans plus attendre. La qualité de l'alimentation est également révélatrice des inégalités sociales. Il nous faut donc agir parallèlement sur la démocratisation de l'information pour permettre des mesures d'atténuation au sein des foyers. Nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas ! L'heure est au courage des solutions. », souligne le **Dr MEYVAERT, Coordinateur du Groupe de Travail Santé Environnementale de la Conférence Nationale des URPS Médecins Libéraux.**

Pour toute demande de précision ou d'interview sur ces sujets, nous vous remercions de bien vouloir nous contacter aux coordonnées suivantes :

Contact presse : Karen BORNAGHI
- Agence 24 -
Tél. 06.29.90.94.93
E-mail : karen@vingt-quatre.fr